

Alors que nous nous demandons le plus souvent pourquoi, comment se révolter et subvertir le capitalisme, on peut se demander plutôt pourquoi le racket centralisé de l'État est accepté et perçu comme légitime. « L'hégémonie cuirassée de coercition » est le paradigme qui guide Gramsci et Poulantzas, en des termes différents, certes, mais convergents. A partir de ces deux auteurs, Pierre Jean, étudiant en histoire de la philosophie, interroge les relations entre État, consentement et coercition dans ce texte tiré de son intervention au colloque « Penser l'émancipation » (Nanterre, février 2014).

Pourquoi les masses ne se révoltent-elles pas ? Cette question permet d'interroger les catégories mises en place par l'État pour maintenir le consentement des classes subalternes : opacité de la conscience de classe, renversement de la dialectique coercition-consentement et invisibilisation des catégories de domination s'articulent pour produire de la norme, une subjectivité ayant intériorisé les pratiques du pouvoir dominant. La reproduction élargie du capital implique la reproduction de la force de travail par des moyens de coercition, de répression spatiale et temporelle contre le salariat et ses représentants. Mais la répression n'est qu'une facette d'un ensemble plus large, celui d'une « hégémonie cuirassée de coercition »¹ qui, passant par le compromis social et les stratégies d'incorporation des normes du pouvoir constitue l'art de gouverner, ce que Machiavel appelle, à l'aube de l'État moderne, la force et la ruse, les deux aspects du corps du centaure. Qui du renard rusé ou du lion fort précède l'autre ?

Je commenterai quelques textes choisis des *Cahiers de prison* d'Antonio Gramsci et de *L'État, le pouvoir, le socialisme* de Nicos Poulantzas en distinguant les rapports de fondements et les rapports dialectiques entre les deux termes du pouvoir.

Dans le chapitre XVIII du *Prince*, la force et la ruse sont les deux moments d'une tactique ou d'une intervention stratégique dans la conjoncture, qui constituent une auto-production de la souveraineté étatique sur une « multitude ».² Gramsci, fidèle au florentin, montre que l'État et le bloc historique sur lequel il repose s'appuient sur la violence matérielle lorsque la violence symbolique ou idéologique a atteint ses limites : à l'instar de Poulantzas, il accorde la primauté à la violence réelle ou aux techniques de « containment » de la foule, autrement dit la répression corporelle. Le consentement est le fruit de la subsomption de la violence réelle et symbolique. La violence réelle, la coercition sur des corps, est une facette qui est prise sous le joug de l'exploitation, au même titre que la violence symbolique. Ce que Poulantzas explicite en faisant remonter l'origine de la violence à la catégorie d'exploitation.

Mais qu'entendons-nous par la notion d'État ? Trois approches différentes de l'État doivent être abordées en guise de propos liminaire. L'État, c'est le monopole de la violence légitime en un sens minimal (Max Weber). C'est une instance relativement autonome de l'économie, mais qui intervient au sein des contradictions de la structure économique pour en modifier les processus sans parvenir à en surmonter les contradictions (Poulantzas). Pour Gramsci il a un rôle « principal » : il réunit ce qui « tend à vivre séparé » en l'état de nature. Il y a une homologie de structure entre l'État et le Parti pour Gramsci. Les deux organisent et mettent en mouvement un « bloc historique », une coalition de forces, plus ou moins autonomes des autres forces politiques. Cette coalition, mêlant parfois certaines fractions des classes dominantes avec certaines fractions des classes dominées a comme objectif la prise du pouvoir.³

Pourquoi consentons-nous ? Ou encore, pourquoi ne nous révoltons-nous pas ? Contre quoi

? Si Luc Boltanski a posé la même question,⁴ il s'intéresse davantage aux lignes théoriques qui aboutissent à une opposition entre le monde vécu, celui des habitudes, du texte social quotidien, et les événements qui viennent déchirer cette texture. Nous tenterons ici de saisir les causes de l'établissement et de l'acceptation de cette quotidienneté.

La révolte concerne-t-elle l'exploitation ou l'arrachement de la plus-value sur le dos du travail ? La question serait trop simple : l'exploitation ne montre pas son visage en plein jour. Elle avance masquée sous les pratiques et les discours du consentement. Il s'agit alors de se demander : au nom de quoi consentons-nous à réaliser un nombre important de gestes, à plus ou moins légitimer le salariat en paroles et en acte ? Exploitation et participation sont les deux facettes du capital. A mon sens, les concepts d'hégémonie, d'Etat, de société civile et de reproduction de la structure sociale s'articulent chez Gramsci et Poulantzas pour produire une théorie du consentement, une théorie dialectique.

La réversibilité de la dialectique du consentement : Les Cahiers de prison (Gramsci)

La meilleure preuve de l'existence d'une théorie dialectique du consentement est peut-être à chercher du côté de sa réversibilité telle qu'elle a été vue par Gramsci :

*« L'exercice » normal » de l'hégémonie sur le terrain devenu classique du régime parlementaire, est caractérisé par la combinaison de la force et du consentement qui s'équilibrent de façon variable, sans que la force l'emporte trop sur le consentement, voire en cherchant à obtenir que la force apparaisse appuyée sur le consentement de la majorité ».*⁵

Deux points sont à noter. Partons de la fin pour dégager l'ordre des raisons. Un sens impropre du terme « consentement » semble émerger : un faux consentement, ou un consentement retourné dans son rapport à la force. C'est la force qui, grâce aux organes de l'opinion publique et à la société civile - ou à l'ensemble des dispositifs organiquement liés au pouvoir - semble s'appuyer sur le consentement et non l'inverse. Cette illusion est la base même du recours à la force dans les discours du bloc historique au pouvoir. Que ce soit l'intervention des chars russes à Prague pour « le bien du peuple socialiste » dans son ensemble ou l'expression devenue banale de « preneurs d'otages » pour parler des grévistes en France, tout recours à la force se fait au nom du consentement d'une majorité qui s'exprime aujourd'hui à travers le prisme des sondages, des *mass médias* ou de l'évocation de la légitimité du vote. L'inversion des termes de la dialectique ou le renversement de la perspective entre la force et la ruse sont à la base de la mystification des régimes parlementaires lorsqu'ils souhaitent recourir à la force.

Second point dans l'ordre des raisons que nous proposons, le premier dans l'ordre du texte, le consentement est central dans les régimes parlementaires. Une forme de réification de la conscience du prolétariat se produit alors : si le problème politique n'est plus directement posé, s'il ne s'impose pas dans la violence à la conscience des masses, alors nous tombons dans un fétichisme de la société civile où, du côté politique tous s'imaginent libres et égaux en droits, et, du côté économique et social, ce sont les habitudes de consommation, de routine, du quotidien qu'il s'agit de déconstruire, de laisser de côté les appareils

idéologiques d'État et tout ce qui concerne la représentation politique des classes dominantes et subalternes pour se concentrer sur l'aliénation au travail. La conséquence stratégique est claire : soit un corporatisme réformiste qui vise à améliorer la situation dans la structure économique à travers une tactique gradualiste, voire une mise à niveau des droits politiques en cas d'inégalité flagrante alliée à un travail d'éducation populaire qui vise à débarrasser le prolétariat de ses oripeaux fétichistes pour faire passer « l'humain d'abord », soit un dédain complet des formes actuelles de la démocratie bourgeoise articulé à une révolte radicale, permanente et « volontairement » marginale contre le système productif.

Gramsci pense dans une même formule trois « erreurs » ou formes d'opacité de la conscience de classe, et, tort le cou à trois de ses interprétations les plus simples. La première concerne le prolétaire de droite, ou acquis aux thèses du bloc au pouvoir, celui qui ne voit pas que le consentement s'appuie sur la force et non pas l'inverse. La seconde renvoie au prolétaire réformiste, celui qui accepte les acquis du régime parlementaire comme des essences idéales et égales entre elles et cherche par une stratégie gradualiste à défaire via des corporations les conditions de production de la société capitaliste. La troisième est celle du prolétaire révolté, qui ne perçoit pas que les acquis de la légalité bourgeoise ont été réalisés sur des poussées de la lutte des classes.

Le premier point est éclairant pour comprendre l'idéologie bourgeoise ou les formes de légitimation discursives qui préparent le recours à la coercition. On intervient en banlieue au nom de la République, et au-delà, au nom du peuple. Il s'agit d'une forme d'invisibilisation des catégories de l'économie politique réelle, à savoir, sa catégorie fondamentale : l'exploitation ou la violence physique, la vérité physiologique du capital. Le second oublie que le système capitaliste fait justement système, que c'est une totalité qui, bien que parcourue de contradictions et fondamentalement inégale et asymétrique. Elle ne peut être combattue que comme telle. Le troisième oublie que la construction de l'hégémonie d'une classe passe par des alliances entre intérêts divers, et parfois opposés à long terme. Toutefois, cette dernière « erreur » est la moins pire, dans l'esprit des *Cahiers de prison*. En effet, tout doit être fait pour tirer les classes subalternes vers l'autonomie, c'est-à-dire vers la prise de conscience de leurs intérêts propres, même si une telle prise de conscience est pensée selon des transitions, des médiations et des étapes qualitatives et quantitatives.

Cette brève analyse d'un passage de Gramsci décrivant l'usage de la force en démocratie nous montre que la force peut apparaître comme le second moment de la dialectique, le moment non pas fondateur de *l'en soi* mais concret du *pour soi*. En réalité, c'est la force ou la violence fondatrice de toute communauté qui fonde le consentement, comme l'indique notre seconde citation des *Cahiers de prison* :

«Un autre point à établir et à développer, c'est celui de la « double perspective » dans l'action politique et dans la vie de l'Etat. Il existe différents degrés sous lesquels la double perspective peut se présenter, des plus élémentaires aux plus complexes, mais on peut les réduire théoriquement à deux degrés fondamentaux, qui correspondent à la double nature, bestiale et humaine, du Centaure machiavelien : celui de la force et celui du consentement, de l'autorité et de l'hégémonie, (...) : autrement dit, les choses peuvent se passer comme dans la vie humaine, où plus un individu est contraint de défendre son existence physique immédiate, et plus il soutient et se place au point de vue de toutes les valeurs les plus complexes et les plus élevées de la civilisation et de

Il n'y a pas d'immédiateté ou d'enchaînement mécanique entre la coercition et le consentement.

Au contraire, il y a ce que Gramsci nomme une « double perspective », c'est-à-dire deux points de vue, deux modes complémentaires à l'hégémonie qui se suivent nécessairement mais pas immédiatement. Dans un premier temps, c'est bien la bande d'hommes armés qui s'installe, à travers la métaphore de la défense immédiate et élémentaire de son existence physique. Mais cette existence n'a de sens que si elle peuplée de représentations, d'images, de catégories de perceptions. Gramsci parle alors d'éloignement dialectique entre les deux termes de l'hégémonie. On en déduit que le premier, la force, fonde l'autre, mais que le second terme, le consentement, développe, déploie, fait apparaître l'essence du fondement. Sans coercition pas de consentement, mais sans consentement la coercition resterait une pure abstraction, une défense élémentaire de la vie de l'Etat, du groupe ou de l'individu, qui ne tiendrait pas longtemps, qui ne surmonterait aucune crise – même conjoncturelle. Dès lors, la trace fondamentale, l'être-même de l'hégémonie s'efface au profit de son être-là, de son déploiement, du moins en régime parlementaire à travers l'inversion de la dialectique *force-consentement*.

Si nous reprenons notre question de départ (pourquoi les classes subalternes ne se révoltent-elles pas ?), à chaque instant, nous avons d'ores et déjà un élément de réponse en plusieurs points. D'une part, l'hégémonie exercée par le ou les groupes dominants alliés assure certains intérêts matériels de leur existence. D'autre part, ils légitiment, en régime démocratique, le recours à la force, fondateur de leur pouvoir, de leur existence même, par le recours au faux fondement du consentement. C'est le sens de l'expression « l'hégémonie cuirassée de coercition ». Ce consentement n'est pas acquis uniquement par le biais de l'Etat, mais par l'ensemble de ses appareils attachés, plus ou moins organiquement lié à lui ou au mouvement ouvrier. Cette adhésion se situe dans une alternative non-exclusive qui organise et met en circulation les catégories de la domination, intervention intrinsèquement liée à la reproduction du procès de production, en son sens restreint ou élargi.

Gramsci-Poulantzas : la violence physique surdétermine toujours les procédés disciplinaires et idéologiques

Poulantzas est d'abord critique vis-à-vis du terme de "consentement". Il critique le paradigme deleuzien selon lequel la pacification des sociétés se réaliserait par l'intériorisation de la violence. Selon cette théorie, la violence psychologique et symbolique prendrait le pas sur la violence matérielle et effacerait la violence issue de l'exploitation. La catégorie d'aliénation, de perte de soi, de perte de son désir dans celui d'un autre, dominant, découlerait de cette lecture des penseurs critiques.

Une fois ce travail de réforme conceptuel achevé, trois occurrences nous semblent pertinentes pour comprendre ce que Poulantzas entend par "consentement". Nous les examinerons dans l'ordre du texte :

« si violence physique organisée il doit y avoir, c'est pour la même raison qu'il doit y avoir consentement : c'est parce qu'il y a d'abord et toujours luttes fondées en tout premier lieu sur l'exploitation. »⁷

A première vue cette citation fait office de manifeste plus que d'énoncé scientifique ou critique. Elle nous renseigne une fois remise dans son contexte théorique. Poulantzas établit un lien radical entre violence et consentement. Cette racine critique, c'est la lutte contre l'exploitation. L'État, force première et centralisée du pouvoir intervient dans la structure sociale pour réprimer physiquement les luttes contre le capital et assurer la reproduction de la structure économique. Or le consentement est une des facettes de la répression : cette thèse est directement gramsciste. Le consentement à un pouvoir, étatique ou non, est une soumission à un ordre basé sur la violence. L'exploitation serait alors *l'en soi* du rapport force-ruse, et, par conséquent, la force et le consentement les deux moments du déploiement de cette racine du pouvoir :

« La violence physique monopolisée par l'Etat sous-tend en permanence les techniques du pouvoir et les mécanismes du consentement, elle est inscrite dans la trame des dispositifs disciplinaires et idéologiques, et façonne la matérialité du corps social sur lequel agit la domination, même lorsque cette violence ne s'exerce pas directement. »⁸

Ce second énoncé, plus proche de M. Foucault, et de son ouvrage *Surveiller et Punir*, est le moment réversible de la dialectique du centaure, de la force et de la ruse, qui nous rend tangible le fait qu'elles sont toutes les deux fondées sur l'exploitation. Un nouvel étage de la hiérarchie est alors décrit : c'est le réel ou la violence physique qui fonde « en permanence » les techniques et les discours du consentement. Ainsi, la violence physique existe même de façon purement menaçante, « psychologique », spectrale et larvée dans la matérialité des institutions étatiques et sociales. La référence à Kafka, explicite dans *Etat, pouvoir, socialisme* est ici manifeste. Tout au long du procès, K. endure la torture psychologique de ne pas savoir qui le condamne, ni pour quel motif... mais c'est belle et bien la mort qui l'attend au bout du roman :

« l'ensemble de son action (l'Etat), qu'il s'agisse de la violence répressive, de l'inculcation idéologique, de la normalisation disciplinaire, de l'organisation de l'espace et du temps ou de la création du consentement, est en relation avec ces fonctions économiques » (p. 235).

Enfin, Poulantzas relie ici et synthétise les thèses présentes dans ses différents énoncés : la dialectique de la force et de la ruse ou de la violence physique et du consentement sont au service d'une intervention contradictoire de l'État dans le processus de reproduction de la structure économique.

Conclusion

L'exploitation est la violence fondatrice d'un procès de réification qui s'imprègne, circule,

se déploie, à travers les tranchées et les casernes de la structure sociale avec pour objectif de reproduire la structure économique. Si le pouvoir n'est pas conçu de la même manière par Gramsci et Poulantzas, la dialectique de la force et de la ruse s'articule autour du concept de violence des exploités. Ainsi, nous pouvons esquisser des conclusions stratégiques quant au problème de la violence de classe. Il s'agit de renverser la fausse dialectique consentement-force dans les régimes parlementaires occidentaux. Si le fascisme agit directement au nom de la force, les démocraties occidentales, pensées dans leur spécificité, disciplinent et répriment à travers une série de médiations, disciplinaires, idéologiques, subjectives et légales, inscrites dans la matérialité même de leurs institutions et déterminées en dernière instance par la violence physique, racine du pouvoir. L'État est donc, dans un sens extensif et parlementaire, le monopole des médiations de la violence.

La contestation du monopole de la violence ne peut se faire qu'au prix d'une mise en circulation de catégories de pensée et d'analyses subalternes, c'est-à-dire les plus autonomes possible vis-à-vis de l'État qui subvertissent les mécanismes de domination et déconstruisent les procès d'opacification de la conscience de classe et l'invisibilisation des catégories propres à la lutte des groupes subalternes (classe, race, genre).

Ce renversement ne peut pas s'opérer uniquement par un travail d'éducation populaire mais par la construction d'alliances de classe, la formation d'un Parti ou d'une coalition qui bataille sur le terrain de la représentation politique, sans jamais évacuer la possibilité d'une confrontation physique. C'est une organisation qui structure le rapport de force en vue d'un dévoilement des fondements violents du pouvoir en place, à travers des démonstrations, parfois locales et asymétriques, parfois nationales ou globales et symétriques.

*

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

références

références

- ↑1 **A. Gramsci**, *Guerre de mouvement, guerre de position*, textes choisis et présentés par R. Keucheyan, La fabrique, 2011, p. 161.

Machiavel est un auteur de la conjoncture : il cherche à produire une pratique politique en adéquation avec les problèmes théoriques et pratiques de son époque. Le Prince, ou le sommet de l'État se distingue par sa *virtu*, c'est-à-dire sa capacité à faire persévérer l'État dans le temps et dans l'espace en dépit des aléas de la fortune.

- ↑2 Autonomie du politique et intérêt universel de l'État sont les deux fondements de la pratique politique moderne, fondements qui déterminent toujours notre période. Pour qu'une domination idéologique puisse être effective il faut donc : supposer un régime de « loyauté » ou de croyance, ou de consentement de la multitude face au Prince, que ce régime repose sur l'apparence vertueuse du Prince et que cette apparence puisse se muer en acte en son contraire.

Une différence notable existe sur la conception de l'État entre Gramsci et Poulantzas. Tandis que, c'est ce qui divise en monades individuelles, ce qui sépare, segmente, distingue les individus et les groupes pour les réunir sous l'unité abstraite de l'universalité chez Poulantzas. « L'existence d'un État relativement autonome est une

↑ **3** façon de contrecarrer cette tendance de la bourgeoisie à commettre des erreurs. » (*L'État, le pouvoir, le socialisme*, op. cit. p. 16) — « L'État (centralisé, bureaucratisé, etc.) instaure cette atomisation et représente (l'État représentatif) l'unité de ce corps (peuple-nation) fractionné en monades formellement équivalentes (souveraineté nationale, volonté populaire). » (ibid, p. 106).

↑ **4** « Pourquoi nous révoltons-nous ? » Luc Boltanski, *Contretemps*, 2012.

↑ **5** *Guerre de mouvement, guerre de position*, op.cit. p. 234

↑ **6** *Guerre de mouvement, guerre de position*, p. 185

↑ **7** *L'État, le pouvoir et le socialisme*, op. cit., p. 127

↑ **8** Ibid, p. 129